

EUROPE

Un plan pour les banques et contre les populations

Le plan décidé par les gouvernements de l'Union européenne (UE) avec l'appui de la Commission et de la Banque centrale européenne (BCE) est une déclaration de guerre contre les salariés et, plus globalement, les populations de l'Union, en particulier les classes moyennes et populaires. Ce plan est un formidable cadeau aux marchés financiers qui ne s'y sont pas trompés, comme le montre l'incroyable rebond des Bourses européennes le lundi 10 mai.

Un Fonds de stabilisation, auquel le Fonds monétaire international (FMI) participera à la hauteur de 250 milliards d'euros et la Commission européenne pour 60 milliards d'euros, va être mis en place et sera abondé par des emprunts sur les marchés financiers à la hauteur de 440 milliards d'euros. Les Etats continuent à se mettre volontairement dans la main des marchés. Les déficits publics, qui ont explosé à cause de la crise financière déclenchée par les marchés financiers, vont continuer à être financés par un recours aux marchés financiers. L'annonce de la possibilité pour la BCE d'acheter des dettes publiques est une annonce en trompe l'œil. En effet, la BCE n'achètera pas directement des obligations d'Etat. Elle pourra simplement, en cas de nécessité, les racheter aux institutions financières. Il s'agit, en fait, de leur donner l'assurance que ces obligations seront ainsi garanties quelle que soit la situation. Les marchés financiers pourront continuer à se refinancer à 1 % auprès de la BCE et à prêter aux Etats à des taux nettement supérieurs, ce d'autant plus que les gouvernements n'ont pas fixé de taux d'intérêt au-delà duquel le Fonds de stabilisation interviendrait automatiquement, ce qui aurait au moins freiné la spéculation.

Ce plan s'accompagne de l'annonce d'une purge généralisée et les populations vont être soumises à une cure d'austérité drastique sous l'égide du FMI. L'Europe va ainsi connaître l'application des recettes du FMI qui ont mené par le passé nombre de pays à la catastrophe. Les plans décidés en Grèce, en Roumanie, au Portugal... donnent une indication de ce qui attend les populations dans toute l'Europe : baisse des dépenses publiques et des salaires, privatisations, augmentation de la TVA, réduction des dépenses sociales, attaques contre le droit du travail et la protection sociale, en particulier les retraites. L'annonce, en France, par le premier ministre d'un gel « en valeur », c'est-à-dire en fait d'une baisse, des dépenses publiques pendant trois ans, puis celle du président de la République lors du « sommet social » de supprimer nombre de dépenses sociales ainsi que la contre-réforme des retraites s'inscrivent dans cette perspective.

Cette surenchère dans la rigueur, toujours à l'égard des mêmes, loin d'améliorer la situation économique, l'aggravera. Cette thérapie de choc cassera l'activité économique. Elle entraînera fort probablement une récession généralisée qui ne permettra aucune amélioration des finances publiques, justifiant ainsi de nouvelles mesures drastiques. Le risque d'une spirale dépressive n'est pas écarté. Cela aura pour conséquence de relancer les attaques spéculatives contre les Etats que ce plan vise à contenir, ce d'autant plus que rien n'est fait pour casser les reins à la finance spéculative.

Pour l'Union syndicale Solidaires, les gouvernements, les institutions européennes et le FMI ont décidé de faire payer la crise aux populations alors même qu'elles n'en portent aucunement la responsabilité. Face à une attaque sans précédent au niveau européen, il faut réagir sans délai, non seulement au niveau national mais aussi au niveau européen. Il est de la responsabilité du mouvement syndical européen d'être porteur de propositions de mobilisations qui permettent de créer les rapports de forces nécessaires pour bloquer une régression sociale annoncée.

Le 11 mai 2010